

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Contre le projet de loi El Khomri

Pour défendre le droit de manifester

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 21 juin 2016

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement avait pris prétexte des inondations, de l'euro de football pour demander aux salariés d'arrêter leur mobilisation contre le projet de loi El Khomri alors que, s'il voulait vraiment que le mouvement s'arrête, il n'avait qu'à donner satisfaction aux grévistes.

Le 49-3 à l'Assemblée nationale, le 49-3 dans la rue : voilà à quoi en sont réduits François Hollande et Manuel Valls !

Incapables d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, François Hollande et Manuel Valls menacent maintenant d'interdire les manifestations intersyndicales des 23 et 28 juin à Paris.

Ils prennent prétexte de scènes de violence que les médias dominants ne cessent de passer en boucle, sans jamais expliquer que les syndicats ne sont responsables que de ce qui se passe dans leur cortège et non des violences qui se déroulent en dehors de leur cortège. Surtout quand le service d'ordre de l'intersyndicale est séparé des « casseurs » par un cordon de CRS ! Ces violences, c'est aux forces de police de les empêcher : Philippe Martinez n'est pas ministre de l'Intérieur. Il faut aussi entendre ce que dit Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO : « *Il y a des moments où les policiers pensaient pouvoir intervenir, ils pensaient qu'on allait leur donner l'ordre et ils n'intervenaient pas. Ils voient les casseurs retirer du bitume, etc. Ils regardent, ils n'ont pas l'ordre d'intervenir, pourquoi ?* »

L'argument repris en boucle par les principaux médias est que s'il n'y avait pas de défilés syndicaux il n'y aurait pas de « casseurs », en marge, de ces défilés. Pourquoi ces médias ne poussent-ils pas l'argument jusqu'au bout et se gardent-ils bien de préciser qu'il n'y aurait pas de manifestations syndicales si le gouvernement retirait la loi El Khomri ?

Bernard Cazeneuve veut interdire la manifestation du jeudi 23 juin à Paris sur le trajet Bastille-Nation, haut lieu des défilés syndicaux et de gauche. Il veut imposer à la place un « rassemblement statique ». **C'est pourtant au gouvernement de préserver « les biens et les personnes » dont parle François Hollande, tout en respectant le droit de manifester, si durement gagné au cours de multiples luttes sociales et politiques.**

Déjà, le préfet de Haute-Garonne avait interdit une réunion publique de la CGT à Toulouse, le 20 juin, prétextant que les hooligans russes, venus pour en découdre lors du match Pays de Galle-Russie, ne supporteraient pas les drapeaux rouges de la CGT !

Laurent Berger défend le droit de manifester

Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT défend, lui-aussi le droit de manifester. Il le fait certes, en avançant un argument boutiquier « *ne pas victimiser la CGT* » mais il le fait et déclare qu'il n'est « *pas souhaitable* » d'interdire de manifester.

Le gouvernement, en revanche, a reçu le soutien de Jean-François Copé et de Jean-Pierre Raffarin qui demande l'interdiction de toute manifestation. Qui pourrait s'en étonner ? Si François Hollande ouvre la porte à la droite, pourquoi ne s'y engouffrerait-elle pas ?